

Christine Defraigne tacle le MR : "J'en ai tellement vu des crises dans ce parti... des crises d'urticaire, de prurit, des bombinettes"



Africa Gordillo & Thomas Gadisseux

Publié à 08h29 - Mis à jour il y a 29 minutes



0

Elle n'a pas sa langue en poche Christine Defraigne à propos des soubresauts qui ont secoué le MR ces derniers jours sur le décret fiscal cher au ministre wallon du budget et des finances Jean-Luc Crucke. Interrogée dans Matin Première sur cette énième crise au MR, la première échevine de la ville de Liège a eu des mots assez durs : *"J'en ai tellement vu des crises dans ce parti... des crises d'urticaire, de prurit, des bombinettes, des moments difficiles avec des bris de vaisselle"*.

Newsletter info

Recevez chaque matin l'essentiel de l'actualité.

OK

►►► À lire : [Jean-Luc Crucke n'est pas poussé vers la sortie, le MR fait la paix des braves](#)

Christine Defraigne enchaîne : *"J'ai pris un petit peu de recul, un peu de distance... peut-être que je suis devenue bouddhiste... Je vois qu'à l'automne, au moment de la chute des feuilles, il y a des moments d'exaltation au sein du parti avec des conséquences plus ou moins forte. Il faut prendre du recul, de la distance et faire preuve de maturité. On est un parti de gouvernement, avec des responsabilités fortes et il faut que les esprits se calment"*.

Retour au calme

L'ancienne présidente du Sénat a par ailleurs salué le retour au calme enclenché hier. Le Mouvement Réformateur a en effet joué la carte de l'apaisement ce lundi en ne poussant pas le ministre wallon du budget et des finances, Jean-Luc Crucke, vers la sortie. Le MR a validé une procédure qui sera appliquée à l'avenir : quand un sujet suscite un débat interne, le chef de file MR au gouvernement wallon, Willy Borsus, devra être consulté et en référer au président avant que le décret n'entame son chemin parlementaire.

►►► À lire : [Le décret wallon pour un impôt plus juste voté au Parlement wallon. Voici pourquoi il a créé autant de tensions](#)

Le décret fiscal du ministre MR avait suscité une levée de boucliers au sein de la famille libérale. Et si le texte a finalement passé le cap en commission du Parlement de Wallonie, c'est au prix d'un déchirement qui "laissera des traces", entre d'un côté Jean-Luc Crucke, soutenu par les autres membres du gouvernement wallon (PS et Ecolo) et, de l'autre côté, les députés et le président de son propre parti, Georges-Louis Bouchez.

Jean-Luc Crucke, "émotif" ?

Dans cette affaire, Jean-Luc Crucke a été qualifié "d'émotif". Avec son sens de la répartie, Christine Defraigne n'a pu s'empêcher de souligner que *"quelque part on fait des progrès. Si ça avait été une femme, on l'aurait sûrement traitée d'hystérique ou de cas psychiatrique"*. Plus globalement, la figure liégeoise du libéralisme social estime que les *"soubresauts de l'année passée ont peut-être laissé des traces"* (la volonté avortée de Georges-Louis Bouchez de remplacer Valérie De Bue au gouvernement wallon par Denis Ducarme, lors du jeu de chaises musicales lié à la désignation des ministres MR au gouvernement fédéral, ndlr).

"Dans un parti de masse comme le MR, un parti de centre droit", précise-t-elle, "il y a des gens plus au centre et des gens plus à droite, c'est normal. Il n'y a pas nécessairement de ligne de partage des eaux mais il est logique qu'il y ait des sensibilités différentes".

Inquiétude sur la dette wallonne

La première échevine de Liège s'est par ailleurs inquiétée de la dette wallonne : *"J'ai beaucoup discuté avec Jean-Luc Crucke et nous partageons les mêmes inquiétudes par rapport à une dette galopante [...] La première réforme que nous devons faire est intrawallonne. Si les francophones ne prennent pas des mesures drastiques, on va droit dans le mur"*.

►► À lire : [Budget wallon 2022, on vise un déficit de 207 millions d'euros et pas de nouvelles taxes](#)

En cinq ans, la dette wallonne a plus que doublé pour représenter 17,4 milliards d'euros il y a un an. Aujourd'hui, elle est de quelque 21 milliards d'euros. Une hausse difficile à soutenir pour les finances wallonnes.